

BROUILLON, MODIFIABLE JUSQU'AU 10-4-23

Nous allons présenter ce document, au début du mois de mai de cette année 2023, dans tous les bureaux que l'Union européenne a ouverts.

**DOCUMENT APPROUVÉ PAR LES ORGANISATIONS
RETRAITÉS ET RETRAITÉS EUROPÉENS
SOUSSIGNÉ**

**Avec la force de l'unité et de la lutte
Les retraités réclament de façon plus décisive
ce qu'ils nous ont pris. Nous l'avons payé et il nous appartient.**

Les gens qui dirigent l'organisation capitaliste appelée Union européenne doivent connaître l'opinion des retraités des 27 pays qui la composent.

À cette fin, nous avons rédigé et signé cette lettre par les organisations de retraités et de retraités énumérées à la fin.

Nous savons que les destinataires de ce document ne partagent pas nos idées. Celui qui dirige l'UE est d'accord avec le capitalisme en tant que gestion politique de l'économie.

Les signataires de ce document, qui représentent les intérêts de plus de 99% de la population électorale en Europe (bien qu'un pourcentage élevé de votes trompés par de fausses promesses n'ait jamais été tenu), n'acceptent pas des phrases telles que celles prononcées par celui qui était à la tête du Fonds monétaire international et qui dirige maintenant la Banque centrale européenne, Mme Lagarde, qui a osé dire publiquement ce que pensent les 1% de la population de la planète, c'est-à-dire ceux qui profitent du capitalisme en exploitant les 99% restants.

Nous résumons ce que Mme Christine Lagarde a dit en deux phrases:

- 1) Les retraités vivent trop longtemps et leurs pensions sont un fardeau financier que notre système économique ne peut supporter, étant donné qu'ils sont improductifs.
- 2) Les mesures prises au début du printemps 2023 par la Banque centrale européenne (taux d'intérêt à 3,5%) sont nécessaires pour sauver l'économie (ce sera son économie des capitalistes) bien qu'elles causeront la mort de nombreuses personnes.

En réalité, ce n'est pas seulement un leader du capitalisme décrit comme inhumain, psychopathe, sans soutien, égoïste, exploiteur, etc. c'est ce que pensent les dirigeants des multinationales qui gouvernent dans le capitalisme.

LISEZ ET VOYEZ MAINTENANT CE QUE PENSE LA CLASSE OUVRIÈRE, LE GROUPE DE PERSONNES QUI FONT FONCTIONNER LA SOCIÉTÉ ET CRÉENT DE LA RICHESSE:

Le système public d'assurance sociale a été l'une des plus grandes réalisations de la classe ouvrière du siècle dernier. Ce n'est pas une concession due à la sensibilité des gouvernements des pays capitalistes et des groupes d'affaires, mais le résultat d'une lutte de classe dure, irrépressible et souvent sanglante.

Les ouvriers des pays capitalistes, dans leur lutte pour le caractère de leurs revendications, ont été positivement influencés par les conquêtes des peuples de l'URSS qui, depuis sa fondation, le gouvernement révolutionnaire et communiste ont commencé à les matérialiser gratuitement pour les ouvriers et pour tout le peuple. Et plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, pour l'ensemble du monde socialiste. Pour la première fois l'humanité, les travailleurs ont obtenu des réalisations importantes: santé gratuite, éducation, retraites, logement, prestations sociales, culture, transport et bien d'autres droits.

Les travailleurs des pays capitalistes, influencés positivement par ces conquêtes, avec le développement de leurs luttes à travers le monde, ont réussi à conquérir, à un niveau satisfaisant, les droits sociaux et d'assurance sociale de la classe ouvrière et de la famille populaire. Ils ont forcé les capitalistes, les États capitalistes eux-mêmes, sous la crainte et l'influence des conquêtes dans les pays socialistes, à ouvrir leurs caisses d'épargne et à payer une grande partie de la santé publique, des retraites, des prestations sociales et des droits qui ont aidé les travailleurs et les retraités à avoir au moins une vie décente.

Malheureusement, la situation a changé contre les travailleurs du monde entier après les renversements contre-révolutionnaires spectaculaires en Union soviétique et dans les pays socialistes au début des années 1990.

Les capitalistes ont immédiatement compris le changement dans le rapport de forces et sont passés à la contre-offensive par une propagande noire, jamais vue auparavant contre les anciens pays socialistes. Qui peut oublier ce que R. Reagan a dit à propos du renversement de l'empire du mal sur l'Union soviétique ? Qui peut oublier les malheureux arguments de propagande des dirigeants politiques du système, d'une partie des médias, des journalistes, en Europe et dans le monde entier selon lesquels pour les choses tragiques que nous avons vécues, la faute était les salaires élevés, les salaires, les retraites élevées?

Nous devons reconnaître que les dirigeants du système capitaliste ont la capacité de semer l'illusion, de faire croire que le blanc est noir, de désorienter les travailleurs, les couches populaires en général en ce qui concerne les causes réelles de la crise,

d'absoudre les maîtres des grands groupes de machines en safari pour leurs profits, à ceux qui sont les vrais coupables de la crise qui ont créé leurs super profits, rejetant la faute sur les vrais producteurs des richesses.

On ne peut pas dire que sa tactique ait été vaine. Sa campagne a été couronnée de succès auprès d'une grande partie des gens dans le monde du travail, qui ont malheureusement été pris dans cette propagande et ne prennent pas part aux luttes, acceptant la logique selon laquelle « nous ne pouvons rien faire ».

Notre ennemi de classe utilise également d'autres méthodes plus agressives telles que les arrestations (parfois il change même les lois pour faciliter le caractère arbitraire de ces arrestations de personnes luttant contre le capitalisme. La justice bourgeoise ne fait pas la même chose avec les fascistes qui défendent le capitalisme.)

La pire action de la bourgeoisie est l'assassinat des dirigeants populaires et sociaux, et elle y a recours quand elle ne voit pas d'autre issue. Le cas de la Colombie en a été le pire exemple avec l'acceptation par les dirigeants des gouvernements pro-capitalistes de la planète (à l'exception des déclarations formelles qui n'ont pas aidé) pendant des décennies.

En même temps, à travers cette propagande et cette confusion, ils passent à l'offensive contre tous les droits des travailleurs, les salaires et surtout contre le système de sécurité sociale.

L'Europe, immédiatement après le renversement des pays qui ont construit le socialisme, est construite sur la base d'un premier groupe important de pays qui étaient jusqu'alors dans la Communauté européenne, le projet du traité de Maastricht des Pays-Bas et du soi-disant « Livre blanc ». Ce faisant, ils ont mis tous les droits des travailleurs sous la guillotine. A partir de ce moment commence une période noire pour les peuples européens du monde capitaliste. Tous les gouvernements s'alignent sur cette logique et chaque conquête de la classe ouvrière est placée sous la logique des lois du capitalisme, de la concurrence et son coût est évalué.

C'est cette Europe du Capital qui a développé la loi PePP, European Private Pension Plan, approuvée le 22-3-2022, comme règlement obligatoire pour les 27 pays de l'UE. Une loi européenne que les retraités ont massivement rejetée dès sa première rédaction du 4-4-2019, et qui donne aux grandes banques privées implantées dans les 27 pays le droit exclusif de gérer les futurs fonds de pension.

C'est-à-dire la future privatisation totale des retraites si nous n'empêchons pas, par la lutte, l'application de ce règlement européen.

De manière caractéristique, à partir de cette réalité, toutes les directives de l'Union européenne, toutes les lois qui sont prises dans les États capitalistes, sont sous cette logique de classe et sont régies par les besoins de la rentabilité des groupes d'entreprises, se terminant par tout ce qui est positif dans la vie et la reproduction de la force de travail.

Il y a beaucoup d'éléments et d'exemples qui justifient tout cela, mais il y a deux autres caractéristiques de la façon dont les capitalistes ont profité de tout pour assurer la plus grande exploitation des travailleurs.

Le premier exemple est l'exploitation de la crise capitaliste qui a éclaté à partir de 2010 avec sa propre faute (une crise de plus si elle est témétique et structurelle que le capitalisme aura toujours tant qu'il existera) et basée sur la superaccumulation du capital.

Et le deuxième exemple pendant les années de la pandémie de coronavirus.

Dans cette période, l'offensive du capital contre les droits des travailleurs-populaires prend son envol à travers les coupes dans les retraites, les dépenses de santé par l'État, la fermeture des hôpitaux et des centres de santé, des établissements de santé publique, des maisons ou résidences des grands-parents, au profit des privés, la réduction des prestations sociales, accroître la participation au paiement des médicaments, relever l'âge de la retraite, réduire les salaires des travailleurs, augmenter les heures de travail et bien plus encore. Cette offensive a été généralisée dans tous les pays de l'UE et aussi dans les anciens pays socialistes.

Pendant toutes ces années, les travailleurs et les retraités ne sont pas restés les bras croisés. Dans plusieurs pays, sous la direction des syndicats de classe, en rivalité incessante avec le syndicalisme jaune, de conciliation de classe, c'est-à-dire les entreprises et le gouvernement, ils ont développé et continuent de développer des luttes de classe dures et massives dans un cadre de revendications pour résoudre des problèmes qui correspondent à leurs besoins réels.

Dans de nombreux pays, pendant toutes ces années, un mouvement de classe s'est développé sous la direction de la FSM pour les travailleurs et (à quelques exceptions près) l'ISU des retraités et des retraités dans la mesure où les travailleurs et les retraités participent, il est devenu possible de retarder une série de mesures anti-travailleurs, anti-retraite, anti-disciplinaires et que d'autres ne sont pas appliquées.

Nous devons massifier notre réponse et notre revendication, notre lutte, sur ce chemin nous devons continuer de toutes nos forces. C'est le seul moyen de résoudre les problèmes, d'entraver et de renverser les politiques antipopulaires qui se renforcent, puisque les capitalistes et leurs gouvernements, quelle que soit la façon dont ils se caractérisent politiquement (ils affichent des affiches ou des images différentes mais défendent le capitalisme de la même manière), n'ont pas et ne veulent pas avoir une autre option.

Sur cette voie, les organisations de retraités conscients de classe, avec les syndicats de classe, sensibiliseront à la nécessité de la lutte pour des changements plus profonds qui atteindront le niveau du renversement de l'économie capitaliste elle-même et du pouvoir politique, pour construire la société sur la base de l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme. avec une économie basée sur la planification centrale, dans laquelle la richesse produite servira les besoins du producteur réel qui

est le travailleur, qui a entre ses mains le pouvoir réel éliminant partout l'état des capitalistes exploités.

La situation actuelle doit changer et elle ne changera que si les travailleurs, à travers leur lutte, réfléchissent aux causes réelles qui composent la situation tragique actuelle pour le peuple et tournent le dos à des politiques anti-ouvrières et anti-populaires, et s'organisent pour renforcer leurs luttes.

Il n'y aura pas de solutions à nos problèmes s'ils suivent ces politiques, si le système d'exploitation tire courage de la tolérance qui lui est donnée. Nos exigences et nos exigences qui garantiront une vie digne ne cadrent pas avec leurs politiques.

La dernière décennie a été très éducative, toutes ces années de nombreuses formules ont été approuvées par le système qui n'ont pas donné de solutions et personne ne peut rester immobile, car rien n'est fini.

Déjà au sein du Conseil ECOFIN, ils réfléchissent à la manière dont ils vont appliquer de nouvelles mesures antipopulaires contre la sécurité sociale. Leurs politiques cruelles ne vont pas s'arrêter, nous devons les arrêter la classe ouvrière avec notre lutte. Et quand ils ne peuvent pas atteindre leur objectif en imposant des décisions politiques, alors ils ont recours à des guerres impérialistes dévastatrices, comme celles de l'Est et de l'Afrique, plus encore maintenant en Ukraine. Des guerres dans lesquelles il est démontré qu'il y a de l'argent pour les armes et pour tuer des gens, mais pas pour couvrir les besoins des gens.

Dans cette lutte, nous devons renforcer et exiger des mesures qui affrontent l'ennemi de classe et répondent à nos besoins actuels, en fonction de la richesse que nous produisons, et non en fonction de ce que les gouvernements veulent accorder en fonction des besoins des antagonismes du capital qui ont détruit nos droits, notre vie.

Sur cette base, nous exigeons pour les travailleurs, les retraités, les peuples :

- Un système d'assurance sociale et sanitaire exclusivement public, de la plus haute qualité et financé par l'État et les employeurs
- Augmentation de toutes les pensions en fonction des besoins réels qui couvrent le coût des nécessités de notre vie
- Maisons de retraite bien équipées, avec médecins, personnel de santé, personnel professionnel bien formé
- Abaisser l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et à 5 ans moins pour les femmes
- Élimination des retenues pour raisons de santé pour les retraités, étant donné qu'elles ont été versées au cours de leur vie active

Livré aux bureaux de l'Union européenne début mai 2023

CE DOCUMENT EST SIGNÉ PAR LES ORGANISATIONS DE RETRAITÉS ET DE RETRAITÉS
SUIVANTES:

ICI SERA PLACÉ LE SIGNATURES D'ORGANISATIONS EUROPÉENNES DE P&J